

**Avenant du 6 juillet 2020**

à l'accord du 10 avril 2020

relatif au suivi des régimes de prévoyance et de frais de soins de santé

NOR : ASET2050630M

IDCC : 1996

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FSPF ;**

**USPO,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNIC CGT ;**

**FSS CFDT ;**

**CFTC santé sociaux ;**

**FNSCIC CFE-CGC ;**

**UFIC UNSA ;**

**Pharmacie LABM FO,**

d'autre part,

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la convention collective nationale étendue de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997 et ses annexes, notamment son annexe IV « Régimes décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et régimes frais de soins de santé des salariés de la pharmacie d'officine » ;

Vu l'accord collectif national du 2 octobre 2017 étendu portant recommandation de l'APGIS pour l'assurance des régimes décès, incapacité de travail, invalidité, maternité-paternité et des régimes frais de soins de santé des salariés de la pharmacie d'officine et instituant des garanties collectives présentant un degré élevé de solidarité, modifié en dernier lieu par avenant du 5 juin 2020 ;

Vu l'accord collectif national du 10 avril 2020 relatif au suivi des régimes de prévoyance et de frais de soins de santé de la pharmacie d'officine et à l'utilisation des réserves constituées antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

Vu la convention de suivi des régimes de prévoyance et de santé et d'utilisation des réserves conclue entre les organisations syndicales représentatives dans la branche professionnelle de la pharmacie d'officine, KLESIA Prévoyance et l'APGIS, en date du 10 avril 2020,

il a été convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup>

Pour la survenance 2020, la liste des postes du régime de base conventionnel frais de soins de santé du personnel non-cadre pouvant faire l'objet d'un financement sur les réserves, mentionnée au A1 du A du 1.2.1 du 1.2 « Modalités d'utilisation des réserves à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » de l'article 1<sup>er</sup> de l'accord collectif national du 10 avril 2020 susvisé est fixée comme suit :

- « – forfait vaccins et médicaments non remboursés ou non remboursables dans la limite de 50 € par an et par assuré : il s'agit d'un forfait de 50 € par famille quel que soit le nombre d'ayants droit. Les médicaments concernés sont les médicaments dont le taux de TVA est fixé à 2,10 % ou à 10 % ;
- forfait naissance/adoption dans la limite de 250 € par enfant ;
- orthodontie remboursée et non remboursée par le régime obligatoire dans la limite de 326 % de la base de remboursement moins le remboursement du régime obligatoire d'assurance maladie ;
- montures pour les enfants de moins de 16 ans dans la limite de 70 € par monture moins le remboursement régime obligatoire d'assurance maladie ;
- lentilles non remboursées par le régime obligatoire dans la limite de 130 € par an et par bénéficiaire.

Dans tous les cas, les prélèvements effectués sur les réserves ne peuvent pas dépasser la somme des prestations remboursées aux assurés, ces prestations étant elles-mêmes limitées au montant des frais réellement exposés après remboursement du régime obligatoire d'assurance maladie et des autres régimes dont bénéficient éventuellement les assurés et leurs ayants droit. »

### Article 2

Pour la survenance 2020, la liste des postes du régime de base conventionnel frais de soins de santé du personnel cadre et assimilé pouvant faire l'objet d'un financement sur les réserves, mentionnée au A2 du A du 1.2.1 du 1.2 « Modalités d'utilisation des réserves à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » de l'article 1<sup>er</sup> de l'accord collectif national du 10 avril 2020 susvisé est fixée comme suit :

- « – forfait vaccins et médicaments non remboursés ou non remboursables dans la limite de 50 € par an et par assuré : il s'agit d'un forfait de 50 € par famille quel que soit le nombre d'ayants droit. Les médicaments concernés sont les médicaments dont le taux de TVA est fixé à 2,10 % ou à 10 % ;
- forfait naissance/adoption dans la limite de 250 € par enfant ;
- orthodontie remboursée et non remboursée par le régime obligatoire dans la limite de 326 % de la base de remboursement moins le remboursement du régime obligatoire d'assurance maladie.

Dans tous les cas, les prélèvements effectués sur les réserves ne peuvent pas dépasser la somme des prestations remboursées aux assurés, ces prestations étant elles-mêmes limitées au montant des frais réellement exposés après remboursement du régime obligatoire d'assurance maladie et des autres régimes dont bénéficient éventuellement les assurés et leurs ayants droit. »

### Article 3

Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1.2.5 « Financement des arrêts de travail liés au "Covid-19" » de l'accord collectif national du 10 avril 2020 est complété par les mots « ou par tout accord collectif national ultérieur ayant le même objet ».

### Article 4

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020 et pour une durée égale à celle de l'accord collectif national du 10 avril 2020 qu'il révisé.

Il sera déposé à l'initiative de la partie la plus diligente.

Il pourra être révisé ou dénoncé selon les modalités prévues aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

En application des dispositions de l'article L. 2253-1 du code du travail, les parties signataires rappellent que les accords d'entreprise ne peuvent comporter de clauses dérogeant à celles du présent avenant, à moins de dispositions plus favorables ou de garanties au moins équivalentes.

La branche professionnelle de la pharmacie d'officine étant composée à 99,90 % d'officines de pharmacie de moins de 50 salariés, les dispositions du présent avenant ont été rédigées en considération des spécificités de ces entreprises (source DARES, fiche statistique de branche 2016). Par voie de conséquence, l'adoption des stipulations mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail ne se justifie pas.

*Fait à Paris, le 6 juillet 2020.*

(Suivent les signatures.)